Elections Législatives – MARS 1978 – 3e Circonscription HAYANGE

# POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

candidats présentés par la

## Ligue Communiste Révolutionnaire

*TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, JEUNES,*

**VOUS VOULEZ QUE ÇA CHANGE !**

La hantise du licenciement, des accidents de travail, de la maladie. L'angoisse des fins de mois. Le cauchemar du chômage, la recherche épuisante d'un emploi introuvable. Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, « interdites » d'emploi, de salaire, d'indépendance, considérées souvent comme de simples objets sexuels, méprisées, très souvent victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes, étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité, à la course à l'argent et au travail ou à la marginalité désespérante.

* Les immigrés, déportés, surexploités, réprimés, expulsés.
* Les soldats, encasernés, baillonnés.
* Les malades, les vieux, isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir, sans droit sur la production, sur ses conditions de travail et son cadre de vie. Les barons de la sidérurgie qui licencient 20.000 travailleurs alors que De Wendel annonce 200 millions de profit pour 1976.

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle le « Bon Choix ! »

**Au premier, comme au second tour, vous ne donnerez pas une voix aux candidats bourgeois. Au second tour, pour les battre, vous voterez pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé.**

AU PREMIER TOUR,
VOUS VOTEREZ
* POUR VOS REVENDICATIONS,
* CONTRE TOUTE AUSTÉRITÉ
* CONTRE LA DIVISION,
* POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Allez-vous cautionner François Mitterrand qui explique qu'il faut « gérer la crise » et que les travailleurs devront encore consentir des sacrifices ? Non ! Certes, Georges Marchais dénonce vigoureusement toute « austérité de gauche », mais si le Parti Communiste et le Parti Socialiste promettent tous deux le SMIC à 2 400 F - ce qui est une bonne chose - ni l'un ni l'autre ne s'engagent fermement sur **l'échelle mobile des salaires et des retraites.**

Ils promettent de diminuer progressivement le chômage, mais ne s'engagent pas à réduire **immédiatement** la semaine de travail **à 35 heures sans diminution de salaire.** Pourtant, la semaine de 35 heures, c'est du travail pour toutes et tous et c'est un peu de temps pour vivre. En 1936 déjà, les travailleurs avaient conquis les 40 heures. Plus de 40 ans après, ce sont les 35 heures qu'il faut, tout de suite, vers la semaine de 30 heures.

Georges Marchais dénonce la volonté de Mitterrand de gérer la crise comme le font les socialistes portugais et allemands ; mais il refuse de se prononcer quand il s'agit de l'Espagne ou de l'Italie où le P.C. soutient activement la politique d'austérité menée par des gouvernements de droite.

Alors, le 12 mars vous direz :

* **OUI AU SMIC A 2 400 F ET A L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES**
* **OUI A UN EMPLOI POUR TOUTES ET POUR TOUS**
* **OUI A LA SEMAINE DE 35 HEURES**
* **NON A TOUTE AUSTÉRITÉ**

Le P.S. et le P.C. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite ; ils n'ont pas de mots assez durs l'un pour l'autre. Mais le P.S. pactise avec les notables radicaux de gauche, champions de la « liberté d'entreprise » qui n'est que la « liberté d'exploiter » tandis que le P.C. se « désiste » dès le premier tour et sans condition pour les gaullistes dits de progrès qui pendant 20 ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs. Mais le P.C. refuse de s'engager au désistement réciproque au second tour pour le P.S., alors que ne pas se désister pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé, c'est assurer la victoire électorale des partis bourgeois.

Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller, mais ils sont d'accord pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui donne la Constitution de 1958 qui est née du coup d'état gaulliste.

Alors, vous direz à Mitterrand et à Marchais :

**« ASSEZ DE DIVISION ! OUI A L'UNITÉ OUVRIERE ! RÉSERVONS NOS COUPS A LA DROITE ! PAS QUESTION DE COLLABORER AVEC GISCARD ET LES PARTIS BOURGEOIS QUELS QU'ILS SOIENT » !**

**▶ ALORS LE 12 MARS, VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT !**

Aujourd'hui, les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun droit de décision à l'usine et dans la cité. Ils sont les « exclus » de la vie sociale et politique.

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes :
- si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière d'embauche, de salaires, d'emploi et de formation ;
- si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité ;
- si aucun centre public d'orthogénie n'est prévu pour informer les femmes sur la contraception, où des avortements seraient pratiqués sans aucune pression médicale et sociale, et dans de bonnes conditions (le seul centre d'orthogénie existant dans la région se trouve à Nancy)
- si l'avortement n'est pas libre et remboursé à 100 % par la Sécurité Sociale ;
- si le droit des femmes à disposer librement de leur corps n'est pas reconnu.

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleuses et les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de veto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène, la sécurité et s'ils n'ont pas un droit de contrôle sur la pollution, l'urbanisme et la santé.

Sans ces droits, sans contrôle ouvrier, on ne peut qu'aller à l'encontre de la satisfaction des revendications des travailleurs. Localement, on peut constater l'échec de la classe ouvrière. Les patrons restructurent la sidérurgie et licencient en toute quiétude sans aucune riposte réaliste et efficace organisée par les partis ouvriers et les directions syndicales.

Que veut dire la nationalisation de la sidérurgie quand, après avoir été saignés pendant 20 ans et plus par les maîtres de forge, on doit encore les indemniser. N'en avons-nous pas déjà donné de trop ?

C'est sans indemnités ni rachat et sous contrôle ouvrier qu'il faut nationaliser. Ce n'est pas un seul secteur qui doit l'être mais tous les secteurs-clés de l'économie.

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français alors que, licenciés et expulsés, ils sont les premiers à payer les frais de la crise sans aucun recours possible.

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans pour tous et pour toutes, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée, et s'ils se retrouvent au chômage en sortant des centres de formation ?

Quel changement pour les populations des territoires et départements d'Outre-Mer si leur droit à l'autodétermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la bombe atomique contre laquelle a lutté pendant 20 ans le mouvement ouvrier et que dénoncent toujours la C.F.D.T. et la C.G.T. ?

Quel changement enfin si le P.C. et le P.S. poursuivent le programme électro-nucléaire qui menace la santé des travailleurs et des populations. Est-ce par démagogie électorale que, localement, le P.C. et le P.S. sont contre la centrale de Cattenom alors que leurs dirigeants nationaux disent clairement qu'ils sont pour l'énergie nucléaire ?

**AU PREMIER TOUR, VOUS VOTEREZ :**
- **POUR LES SOLUTIONS OUVRIERES A LA CRISE**
- **POUR LE CONTROLE OUVRIER**
- **POUR L'AUTOGESTION SOCIALISTE**

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste se querellent violemment sur les filiales. Mais celles-ci ne représentent que 0,07 % des entreprises françaises. Et dans les deux versions, 85 % de la production échappent au secteur public. C'est-à-dire que l'économie restera une économie régie par la loi du profit avec à la clef le gaspillage et la crise.

D'ailleurs, Mitterrand et Marchais le disent : « nous ne proposons pas le socialisme ».

Nous, au contraire, nous disons :
Pour sortir de la crise du capitalisme, il faut :
- s'appuyer sur la mobilisation, les capacités d'initiative et de contrôle des travailleurs,
- nationaliser (sans indemnités pour les riches) tous les secteurs-clefs de l'économie ;
- planifier la production selon les besoins des travailleurs ;
- marcher résolument vers l'autogestion socialiste.

*Et le P.C. et le P.S. doivent s'engager à former ensemble un gouvernement qui aille dans cette voie, rompant avec Giscard, satisfaisant nos revendications, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs.*

## *VOUS VOULEZ QUE ÇA CHANGE !*

## Alors le 12 MARS, vous voterez pour

# Yvan VIRY

et

# Colette CORFMAT

## POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

S. A. Imp. Marchal, Florange 31041 X